



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 33273-4  
modifiant l'arrêté préfectoral du 16/09/1997 autorisant la société SANDERS BRETAGNE  
à exploiter une unité de fabrication d'aliments pour le bétail sur le territoire de la  
commune de Montauban-de-Bretagne**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 27413 du 16/09/1997, objet du récépissé de succession n° 33273 en date du 29/12/2003, autorisant la société SANDERS BRETAGNE à exploiter route de Saint-Méen sur la commune de Montauban-de-Bretagne, une unité de fabrication d'aliments pour le bétail ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné, et notamment les arrêtés n° 33723-2 du 14/12/2011 et n° 33273-3 du 24/06/2021 ;

**Vu** le courrier des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, en date du 15/12/2020, suite au contrôle réalisé sur site le 22/09/2020 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/01/2021 pris suite aux constats effectués lors du contrôle de l'installation du 22/09/2020 et en particulier la mise en demeure relative au calcul et la mise en œuvre de surfaces soufflables supplémentaires dans les cases béton de l'installation ;

**Vu** les réponses et engagements de l'exploitant transmis dans le cadre de la mise en demeure susmentionnée et notamment l'engagement d'arrêt de toute activité de stockage de céréales dans les cases béton en l'absence de solution technique validée pour créer une surface soufflable supplémentaire ;

**Vu** le porter à connaissance dans sa dernière version du 27/12/2022 d'un projet de construction d'une nouvelle tour de granulation, d'un nouvel ensemble de stockage et d'une connexion entre deux tours sur l'emprise des bâtiments existants ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12/04/2023 ;

**Vu** le courrier en date du 25/04/2023 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation des caractéristiques de l'installation ne représente pas, à elle seule, un seuil au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'activité connue au titre des installations classées étant celle actée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/06/2021 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas identifié d'impact significatif supplémentaire pour l'environnement ou de danger supplémentaire pour les tiers du projet faisant l'objet du porter à connaissance ;

**CONSIDÉRANT** que la construction envisagée sera intégrée au bâtiment existant, sans surface imperméabilisée supplémentaire notamment ;

**CONSIDÉRANT**, de fait, que la modification envisagée par l'exploitant et objet du porter à connaissance du 27/12/2022 susmentionné ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** toutefois qu'il y a lieu de mettre à jour l'étude de dangers du site pour intégrer ces nouveaux bâtiments, équipements et prendre en compte les évolutions du site et de l'environnement du site depuis la dernière version de l'étude de dangers ;

**CONSIDÉRANT** que, pour une meilleure lisibilité, il est mis à profit la nécessité de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation dans le cadre du projet susmentionné par l'exploitant, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, pour mettre à jour les prescriptions qui s'appliquent à l'exploitant, notamment en matière de disponibilité des eaux d'incendie, de rétention de ces eaux et de prescriptions applicables aux activités déclarées ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## **ARRÊTE :**

### **TITRE 1 – MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Classement de l'installation**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/1997 modifié autorisant la société SANDERS BRETAGNE à exploiter une installation de fabrication d'aliments pour le bétail au 7 rue de la Roberdière sur la commune de Montauban-de-Bretagne (35 260), est remplacé par les dispositions suivantes :

« Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

<b>Rubrique</b>	<b>Régime (*)</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité classée pour la protection de l'environnement)</b>	<b>Volume autorisé</b>
<b>3642.2</b>	<b>A</b>	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	Capacité maximale de production de produits finis :  <b>2 400 t/j</b>
<b>2160.2</b>	<b>A</b>	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	Volume maximal de stockage en vrac : <b>environ 30 290 m<sup>3</sup></b>  • 10 cellules verticales béton de 900 m <sup>3</sup> chacune ; • 4 cellules verticales béton « as de carreau » de 250 m <sup>3</sup> chacune ; • 5 cellules verticales métalliques de 250 m <sup>3</sup> chacune • 3 cellules verticales métalliques de 4 400 m <sup>3</sup> chacune ; • des boisseaux métalliques de stockage tampon.

1435	DC	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Volume maximal annuel de gazole distribué :</p> <p><b>600 m<sup>3</sup></b></p>
2910.A	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Puissance thermique nominale maximale :</p> <p><b>8,16 MW</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une chaudière à gaz de puissance thermique 2,72 MW ;</li> <li>• une chaudière à gaz de puissance thermique 2,8 MW ;</li> <li>• deux groupes électrogènes de puissance thermique unitaire 1,32 MW, soit 2,64 MW</li> </ul>
4511	NC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente sur site : <b>80 t</b></p>
4734.2	NC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>Cuve de gasoil de 50 m<sup>3</sup> et une réserve électrogène de 3 m<sup>3</sup> – 53 m<sup>3</sup> avec une densité à 0,83 m<sup>3</sup></p> <p>Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : <b>43,99 m<sup>3</sup></b></p>

\* A : Autorisation, DC : Déclaration avec contrôle

Toutes les activités de stockage de céréales au sein des cases béton existantes sur le site, anciennement classées au titre de la rubrique 2160.1 (silos plats), sont interdites. »

## Article 2 : Surveillance des rejets dans l'air

L'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/1997 modifié autorisant la société SANDERS BRETAGNE à exploiter une installation de fabrication d'aliments pour le bétail au 7 rue de la Roberdière sur la commune de Montauban-de-Bretagne (35 260), est remplacé par les dispositions suivantes :

### « 3.3.1 – Prescriptions générales

Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions. Les émissions de poussières notamment au poste de déchargement

des matières premières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

La mise en fonctionnement des installations de production et de transports des produits sera asservie à la mise en service des installations de dépoussiérage prévues.

La conception et la fréquence d'entretien des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

### 3.3.2 – Évaluation et surveillance des émissions dans les effluents gazeux canalisés

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air désignent des concentrations exprimées en mg/Nm<sup>3</sup> dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.

Les valeurs limites d'émission sont établies en moyenne sur la période d'échantillonnage, définie comme la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée.

Lorsque les effluents gazeux d'au moins deux sources sont rejetés par une cheminée commune, la VLE s'applique à l'effluent gazeux global rejeté par cette cheminée.

Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

La norme applicable à l'analyse des poussières est la NF EN 13284-1, ou toute évolution de cette norme.

Les mesures sont effectuées au niveau d'émission prévu le plus élevé dans les conditions normales de fonctionnement.

### 3.3.3 – Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air

mètre	Installations concernées	Points de rejet d'air à l'atmosphère concernés	Fréquence de surveillance	Valeurs limites d'émission
Poussières	Broyage et refroidissement des granulés (aliments composés pour animaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet unité de broyage</li> <li>Rejet de l'aspiration centralisée, si le rejet se fait à l'extérieur de l'usine</li> </ul>	annuelle	Concentration : 10 mg/Nm <sup>3</sup> Flux : 10 kg/h**
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet Presses</li> <li>Rejet de l'aspiration centralisée, si le rejet se fait à l'extérieur de l'usine</li> </ul>		Concentration : 20 mg/Nm <sup>3</sup> Flux : 10 kg/h**
	Autres installations	Autres points de rejet*	triennale	Concentration : 30 mg/Nm <sup>3</sup> Flux : 10 kg/h**

\*Les autres points de rejet d'air à l'atmosphère sont ceux qui ne canalisent pas d'air en provenance des activités de broyage ou de refroidissement des granulés. Dans le cas où une même ligne canalise plusieurs postes d'activité différents, c'est la fréquence et la valeur limite les plus contraignantes qui sont appliquées.

\*\* Moyenne sur 24 h. »

## **Article 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

L'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/1997 modifié autorisant la société SANDERS BRETAGNE à exploiter une installation de fabrication d'aliments pour le bétail au 7 rue de la Roberdière sur la commune de Montauban-de-Bretagne (35 260), est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- 1 poteau incendie normalisé susceptible d'assurer un débit  $\geq 60 \text{ m}^3 / \text{h}$ ,
- 1 réserve d'eau de  $540 \text{ m}^3$  équipée de dispositif d'aspiration conforme aux besoins du SDIS. Cette réserve se situe à moins de 100 m de l'usine,
- un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus,
- des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement.

En outre :

- les extincteurs sont d'un type homologué NF.MIH,
- les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement,
- le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie ; des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers ; l'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.
- Des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée du SDIS en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés au SDIS,
- Les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées. »

#### **Article 4 : Activités soumises à déclaration**

L'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/1997 modifié autorisant la société SANDERS à exploiter une installation de fabrication d'aliments pour le bétail au 7 rue de la Roberdière sur la commune de Montauban-de-Bretagne (35-260), est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans la mesure où ils ne font pas obstacle aux prescriptions énoncées ci-dessus, les activités soumises à déclaration demeurent réglementées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques considérées, en prenant en compte l'éventuel caractère existant des installations :

- Arrêté du 15/04/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 »

---

## **TITRE 2 - PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

---

#### **Article 5 : Mise à jour de l'étude de dangers**

L'étude de dangers de l'installation est mise à jour. Elle est transmise à l'Inspection dans un délai d'un mois avant le début des travaux, accompagnée d'un document permettant d'identifier clairement les points d'évolution depuis sa version précédente.

Cette mise à jour doit intégrer les bâtiments et équipements supplémentaires; objet du porter à connaissance du 27/12/2022, ainsi que toutes les évolutions connues depuis la rédaction de la dernière version de l'étude de dangers.

Dans le cas où les conclusions en matière d'acceptabilité des scénarios pouvant engendrer des effets à l'extérieur de l'installation sont modifiées, l'exploitant transmet à l'Inspection, dans le même temps que l'étude de dangers mise à jour, une proposition de plan d'action en indiquant les mesures envisagées et les échéances de mise en œuvre.

#### **Article 6 : Rétention des eaux d'incendie ou d'un déversement accidentel**

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.

En cas de confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours

à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Par ailleurs, les orifices d'écoulement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Le volume nécessaire au confinement des eaux d'incendie est de 981 m³. Le confinement est assuré par le bassin d'orage d'un volume de 1 200 m³.

#### **Article 7 : Niveau sonore**

Une nouvelle campagne de niveau sonore est réalisée dans un délai de six mois après travaux. Les résultats sont transmis à l'Inspection.

Dans le cas où les niveaux sonores applicables à l'installation au titre de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/09/1997 ne sont pas respectés, l'exploitant transmet à l'Inspection, dans les meilleurs délais après la campagne de mesure, une proposition de plan d'action validé financièrement et un échéancier de mise en œuvre.

---

### **TITRE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

#### **Article 8 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

#### **Article 9 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Montauban-de-Bretagne et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'Inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Montauban-de-Bretagne et à la société SANDERS BRETAGNE.

Fait à Rennes, le **21 JUIN 2023**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

  
Paul-Marie CLAUDON